

M. Bayrou : "On conduit la France vers un modèle qui n'est pas le sien"

Populiste ? François Bayrou "se fiche" bien de ce genre d'accusations qui fleurissent à l'UMP. L'oeil rivé sur l'élection présidentielle de 2012, le président du MoDem dispute au PS le rôle de premier opposant à Nicolas Sarkozy. Il publiera fin avril, chez Plon, un livre qui s'annonce comme un brûlot et servira à nourrir sa campagne des élections européennes. D'ici là, il sourit d'une enquête du quotidien gratuit *Métro*, à laquelle 7 000 lecteurs ont répondu : 48 % le désignent comme le premier ministre de leur "gouvernement idéal" pour faire face à la crise, devant Dominique Strauss-Kahn (36 %) et Alain Juppé (16 %).

Comment appréciez-vous les résultats du G20 ?

Les intentions affichées vont dans le bon sens. Il faudra maintenant les confronter aux résultats. Sur les paradis fiscaux, on a fait un pas en avant que je considère comme important. Sur la régulation, on a accepté des principes, mais pour l'instant ce sont des vœux pieux. Sur la relance, la présentation des chiffres, 5 000 milliards, est publicitaire : je voudrais que la réalité suive, et je n'en suis pas sûr. Une absence dommageable : la question de l'équilibre du système monétaire sur la planète, trop dépendante du dollar.

Les décisions prises suffiront-elles à ramener la confiance ?

Je ne le pense pas. Cela fait des mois que je plaide pour un plan de relance concerté à l'échelle européenne, adossé à un emprunt européen pour financer de grands investissements, les PME et aider les ménages les plus en difficulté. L'augmentation massive du nombre de chômeurs, ajoutée à la divulgation quotidienne des privilèges de quelques-uns des dirigeants de grandes entreprises et à la concentration des pouvoirs entre les mêmes mains : ce sont les ingrédients d'un mélange dangereux.

Le climat social vous inquiète ?

Depuis qu'il est élu, Nicolas Sarkozy conduit une politique d'inégalités. Ce n'est pas un accident, c'est son choix initial : concentrer les avantages sur les privilégiés et multiplier les charges sur les classes moyennes. Contrairement à ce qui est dit, on a créé des impôts nouveaux, on a multiplié les charges, franchises médicales, financement du RSA, on les a fait peser sur les classes moyennes, à l'exclusion des plus riches.

"Un autre monde est possible", disiez-vous le 29 mars, lors de la première convention européenne de votre parti. Le G20 est-il parvenu à jeter les bases de ce nouveau monde ?

Le G20, c'est un premier pas qui n'est pas négligeable. De là à jeter les bases d'un nouveau monde... Nicolas Sarkozy emploie une expression que je récusé : il dit "*capitalisme moral*". Le capitalisme est amoral par nature ; son but mécanique est de faire de l'argent, sa loi est celle du profit. Une fois qu'on a compris cela, on peut lui imposer des règles de transparence et de stabilité. Mais le capitalisme ne peut être un projet de société. Un chef d'Etat français ne peut pas définir son projet par le mot capitalisme. Si comme je le veux, notre projet doit être humaniste, sans concessions, il devra s'imposer en dépit du capitalisme, et s'il le faut contre lui. Le capitalisme est inégalitaire par essence, et l'humanisme est égalitaire par vocation.

A l'UMP, on dit que vous courez derrière [Olivier Besancenot](#).

Jusqu'à la semaine dernière, leur mot d'ordre était de me taxer de "Le Pen light" ! Il faudrait qu'ils accordent leurs violons !

Assumez-vous une certaine forme de radicalité, voire de populisme ?

Je me fiche des accusations, une seule question compte : ce modèle de société va-t-il ou non dans le bon sens ? Ma réponse est non. A partir de là, je ferai tout pour que les Français comprennent ce qu'on cherche à leur imposer et qu'ils choisissent un autre cap.

Vous estimez que Nicolas Sarkozy est en rupture par rapport à la tradition française ?

Tout ce qui fait l'originalité et l'universalité du projet républicain français, démocratique, laïque et social, tout cela, peu ou prou, Nicolas Sarkozy y a porté atteinte depuis qu'il est au pouvoir. Depuis le bouclier fiscal jusqu'aux atteintes à la séparation des pouvoirs et à l'OTAN, on conduit la France vers un modèle qui n'est pas le sien et qui minera notre pays.

Vous contestez la réintégration de la France dans le commandement intégré de l'OTAN

?

Dans le monde, la France avait une originalité : elle était dans l'alliance, mais pas sous l'autorité du commandement américain. Cela avait une grande signification : nous étions amis, mais pas soumis, solidaires mais pas intégrés. Cela nous a permis, par exemple, de dire non au moment de la guerre en Irak. Pour une grande partie du monde qui nous aimait, c'était l'identité de la France. On y a renoncé et, selon moi, c'est une amputation. Et qui nous le demandait ? Personne. Où cela nous conduit-il ? A un ensemble euro-américain face au reste de la planète. Et cela n'est ni notre vocation ni notre intérêt.

Y a-t-il, entre vous et Dominique de Villepin, suffisamment de convergences pour engager un dialogue ?

J'entends bien cette rumeur. Je n'ai pas eu de contact avec Dominique de Villepin depuis deux ans. Mais je parlerai volontiers avec lui. Le jour où l'on voudra construire une politique différente en France, il faudra qu'acceptent de travailler ensemble des courants républicains différents, démocrates, socialistes, gaullistes. Il y a une communauté républicaine en France : un jour, si les choses deviennent graves, elle devra se rassembler.

Allez-vous constituer un groupe à l'Assemblée, réunissant des élus venus de divers horizons ?

Si cela devient possible, un jour j'en serai heureux.

Vous avez été ministre de l'éducation nationale. Approuvez-vous la réforme de l'université ?

Depuis le début, j'ai averti des difficultés que cette loi allait rencontrer. Les universités ont-elles besoin d'autonomie ? Evidemment, oui. Elles ont besoin de respirer, d'être débarrassées de contraintes bureaucratiques et centralisatrices excessives. Mais doit-on transformer cette autonomie en concurrence entre universités ? Cela ne sera pas accepté. L'université française s'est construite sur le principe de l'unité, avec équivalence des diplômes sur l'ensemble du territoire, évaluation nationale, recrutements par concours. Une autonomie qui impliquerait que chaque établissement ait la maîtrise du choix des étudiants, des enseignants, de leurs salaires, des droits d'inscription, cela ne passera pas.

Assiste-t-on à la coupure entre Nicolas Sarkozy et le monde des "sachants" ?

Le mot de "sachant" ne me convient pas, c'est encore un terme de mépris. Nous assistons à une coupure entre Nicolas Sarkozy et l'ensemble de l'univers du service public, dont il ne comprend pas la vocation. Il veut - c'est une idéologie - imposer aux services publics les principes du marché, de la concurrence généralisée. C'est vrai pour l'université, c'est vrai pour l'hôpital, où la réforme en cours impose une logique strictement gestionnaire, sans aucune considération pour la communauté médicale ni pour les élus. Quand j'ai dit que je ne voterais pas pour Nicolas Sarkozy, c'est parce que je pensais qu'il portait avec lui une politique que la France n'accepterait pas. Moi, en tout cas, je ne l'accepte pas.

Propos recueillis par Françoise Fressoz, Sophie Landrin et Patrick Roger

